



## Déclaration liminaire CTL du 4 octobre 2017

C'est chose entendue, la CGT Finances Publiques appellera à la grève le 10 octobre prochain, avec de nombreux autres syndicats et l'ensemble de la fonction publique. Les fonctionnaires y exigent la protection de leur statut, la suppression de toute rémunération au mérite, l'augmentation du point d'indice, le refus de l'augmentation de la CSG, le refus du jour de carence, la défense de l'ensemble du service public, notamment via l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations...

L'ordre du jour de ce CTL n'en est qu'une démonstration de plus. Nous y verrons un « point d'étape des restructurations du réseau » pour lequel aucun document n'a été fourni et contre lesquelles toutes les OS se sont prononcées.

La réorganisation au sein de la DRFiP ? Un empilement de chefs dans un savant exercice de chaises musicales, lorsque des postes d'agents y sont supprimés tous les ans.

La suppression du paiement en numéraire ? Une attaque de plus des missions, pour ensuite faire disparaître les services concernés.

La création du SAR ? Programmation soigneusement calculée de la destruction du statut des agents des équipes de renfort et des fermetures de trésoreries en les vidant de leur substance.

Le bilan de la campagne déclarative ? Tellement biaisé et incomplet dans les chiffres présentés qu'il n'a plus aucun sens statistique, et qui pourtant sera utilisé pour justifier de nouvelles suppressions de postes.

Tout comme notre président, la direction locale emploie une part non négligeable de ses ressources dans les services de cosmétique, dissimulant habilement tout ce qui pourrait attirer l'attention ou choquer le regard. Les statistiques sont ainsi biaisées ou ne tiennent pas compte de la réalité dans les services. Les travaux demandés aux agents sont concentrés sur des traitements de listings au détriment d'un travail de qualité et d'une vision globale des dossiers.

Encore une fois, la direction locale refuse de défendre ses propres agents, préférant accompagner servilement les décisions cyniques et idéologiques venues de Bercy dans l'oeuvre de destruction du service public.